



## Communiqué de presse

Pour diffusion immédiate

**26 000 emplois perdus en Ontario, 13 000 au Québec, 7 500 dans l'Ouest**

### **Les compressions de 5,2\$ milliards du gouvernement fédéral vont provoquer des pertes de 40 000 emplois dans le secteur privé**

**Ottawa, le 3 avril 2012.** Les compressions de 5,2\$ milliards des dépenses annoncées dans le budget déposé par le gouvernement fédéral vont provoquer 40 825 pertes d'emploi dans le secteur privé.

C'est la conclusion de l'analyse réalisée par l'Association canadienne des employés professionnels (ACEP) à partir des données du budget 2012 du gouvernement canadien en appliquant un modèle économique développé par Statistique Canada. Le gouvernement a annoncé dans son budget des compressions de ses dépenses de 5,2\$ milliards et la réduction de 19 200 emplois dans le secteur public fédéral.

Selon le modèle de Statistique Canada analysé par l'ACEP à la lueur des données du budget, des pertes d'emplois dans les secteurs public et privé vont toucher de façon variable toutes les régions du Canada. Ainsi, les compressions annoncées signifient les pertes d'emploi suivantes :

- Ontario : 26 155 emplois, dont 18 199 dans le secteur privé;
- Québec : 13 299 emplois, dont 9 314 du secteur privé;
- Ouest canadien : 7 538 pertes d'emploi, dont 4 886 dans le privé;
- Atlantique (incluant Terre-Neuve) : 6 758 emplois, dont 4 286 dans le privé;
- Colombie-Britannique : 5 869 pertes d'emploi, dont 4 009 dans le privé.

Si on examine les pertes d'emploi par secteurs d'activité, 8 222 travailleurs du secteur de la vente en détail et en gros, 2 879 employés de la restauration, 1 934 personnes travaillant dans le secteur du soutien administratif et 1 575 travailleurs de la construction perdront leur emploi.

Selon l'ACEP, le modèle développé par Statistique Canada et utilisé depuis des années par les ministères fédéraux, les provinces et les entreprises privées démontre que le budget ne va pas toucher uniquement le secteur public fédéral. Conséquence de la réduction des dépenses du gouvernement dans l'économie en général, les pertes d'emploi vont également frapper des vendeurs, des coiffeuses, des travailleurs de la construction, des infirmières, des cuisiniers, des agentes de voyage, des chauffeurs de

taxi, des commis, des mécaniciens et des travailleurs d'autres secteurs. Au total, les pertes d'emploi provoquées par la réduction des dépenses du gouvernement fédéral vont toucher 40 825 Canadiennes et Canadiens de tous les secteurs, en plus des 19 200 employés de la fonction publique fédérale.

Pour en arriver à ces données, l'ACEP a intégré dans le modèle de Statistique Canada les données du budget et a pris en compte les 19 200 emplois qui seront abolis dans le secteur public selon les évaluations du ministre des Finances.

Le mois dernier, l'ACEP avait analysé un modèle qui était basé sur des compressions de 8\$ milliards évoquées par le ministre des Finances du Canada et avait indiqué qu'elle referait son analyse au lendemain du budget. Ce sont ces données actualisées que l'ACEP rend public aujourd'hui.

*L'ACEP représente quelque 13 000 économistes et employés en sciences sociales qui conseillent le gouvernement sur les politiques publiques, 1 000 traducteurs, interprètes, terminologues qui assurent le visage bilingue du gouvernement et 85 analystes et adjoints de recherche à la Bibliothèque du Parlement.*

-30-

**Renseignements :** Pierre Lebel, relations avec les médias  
613-236-9181 - cel. 613-889-1027  
[plebel@acep-cape.ca](mailto:plebel@acep-cape.ca)